Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 32 (1995)
Heft: 1217

Artikel: La boille à retardement
Autor: Jaggi, Yvette
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1015526

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Domaine Public
DP
JAA
1002 Lausanne
15 juin 1995 – nº 1217
Hebdomadaire romand
Trente-deuxième année

La boille à retardement

Trois mois après la votation agricole du 12 mars dernier, les paysans remâchent leurs angoisses. Et se sentent bien seuls. Car dès le lendemain du triple rejet de l'article constitutionnel et de deux dispositions légales, le peuple et les médias passaient à l'ordre du jour, avec cette indifférence cruelle qui conduit à consommer un thème d'actualité après l'autre.

De leur côté, les paysans et les responsables des organisations agricoles s'interrogent. Passé le moment de rage à l'idée d'avoir abandonné le GATT pour l'ombre, ils se demandent où chercher le salut. Les paiements directs bien sûr, la production intégrée naturellement, mais encore? En une génération, de 1965 à 1990, le nombre des exploitations agricoles a diminué d'un tiers et la main d'œuvre permanente de moitié, tandis que le nombre de bovins par détenteur doublait, comme celui des tracteurs en circulation.

Même le Conseil fédéral, qui à l'instar des Chambres fédérales aimait tant s'occuper de politique agricole, repousse de semaine en semaine les décisions qu'il doit absolument prendre avant les vacances. Il va doubler la retenue sur le lait (de 5 à 10 centimes), réduire les contingents et prendre les premières mesures qui amèneront à terme la disparition du compte laitier; cette récapitulation des coûts entrainés par la valorisation des produits laitiers, qui ascende à plus d'un milliard depuis une douzaine d'années, a fait l'objet de continuelles critiques de la part de l'ancien conseiller national Otto Stich, qui ne les a surtout pas oubliées en devenant ministre des finances.

De fait, même dans la conjoncture actuelle qui frappe si durement certaines activités des secteurs secondaire et tertiaire, il n'est pas de branche économique plus fondamentalement désécurisée que l'agriculture en pleine reconversion. Tombée au-dessous de 4% de la population du pays, la paysannerie se sent injustement traitée, abandonnée au moment où elle remplit mieux que jamais sa mission d'approvisionnement alimentaire du pays, avec un degré d'autosuffisance moyen de 49% pour les protéines d'origine végétale et de 93% pour celles d'origine animale.

Puisque les consommateurs ont l'ingratitude d'acheter de plus en plus à l'étranger, dans cette Europe voisine qui produit et vend à meilleur marché, puisque tout le monde réclame une agriculture plus respectueuse de l'environnement, puisque le poids politique des paysans aux Chambres fédérales va encore diminuer cet automne, puisque le GATT vient avec son cortège de démantèlements tarifaires et réglementaires, les milieux agricoles ont une vision de plus en plus contrastée de leur propre avenir.

Les pessimistes pensent n'avoir plus que le choix entre les moyens d'en finir: la corde, le poison ou le revolver. Estimant n'avoir plus rien à perdre, même plus la considération de leurs concitoyens après le 12 mars, ces désespérés, suisses alémaniques pour la plupart, vont hurler leur douleur et, avec l'appui des populistes anti-européens, tenter de bloquer tout ce qu'ils pourront de la politique suisse.

Parmi ceux qui croient encore à la possibilité de produire malgré la cherté du sol, des intrants et du franc suisse, certains se lancent, notamment en Suisse romande, dans une course à l'agriculture de haute technicité, avec génétique de pointe et procédures informatisées à tous les niveaux de planification et de contrôle. Les autres (les mêmes parfois) s'accrochent à l'espoir de la production intégrée, dont le vaudois Marcel Sandoz, président de l'Union suisse des paysans, assure qu'elle représentera en l'an 2000 la moitié de la production agricole.

Pour avoir une chance d'approcher cet objectif ambitieux, il faudrait préparer sans plus tarder les cahiers des charges et les contrats-types correspondants. Il faudrait aussi les moyens de mettre en œuvre les principes convenus et d'en surveiller l'application. Il faudrait enfin une volonté politique incarnée par des personnages visionnaires, rayonnants, persuasifs.

Mais où sont désormais les Wahlen, Dumont, Pisani et autres philosophes des champs et des assiettes? Tel est le vrai drame de l'agriculture: son avenir n'inspire plus que les faiseurs d'alinéas et les fixeurs de normes. Tous assis comme le Conseil fédéral sur une boille à retardement. YJ